

Syrie : Bachar al-Assad menace la France de "répercussions"



Le dirigeant syrien a accordé un entretien exclusif au Figaro dans lequel il met en garde la France et les Etats-Unis contre une éventuelle intervention armée.

"Quiconque œuvre contre les intérêts de la Syrie et de ses citoyens est un ennemi" Bachar al Assad menace ce lundi. [Dans une interview accordée au Figaro](#), le président de la Syrie fait un point sur la situation de son pays et sur les risques d'une éventuelle intervention armée. Alors que ce lundi, les experts de l'ONU mandatés en Syrie doivent transmettre aux laboratoires les échantillons prélevés sur des sites qu'ils pensent avoir été attaqués à l'arme chimique par le régime, Bachar al-Assad continue de défier la communauté internationale. Georges Malbrunot, le reporter en Syrie du Figaro, lui demande donc la question de démontrer son innocence dans cette histoire.

"Quiconque accuse doit donner des preuves. Nous avons défié les États-Unis et la France d'avancer une seule preuve. MM. Obama et Hollande en ont été incapables, y compris devant leurs peuples" se gargarise le dirigeant syrien. Avant de se montrer plus évasif sur le sujet : "Je ne dis nullement que l'armée syrienne possède ou non de telles armes". De quoi laisser planer le doute... Mais en attendant l'officialisation des résultats, les discussions autour d'une intervention armée ou non continuent. Ainsi, ce dimanche, au Caire, les membres de la Ligue arabe ont exhorté les pays occidentaux à prendre leurs responsabilités et sont partagés sur l'attitude à adopter.

Pour le moment, les Etats-Unis ont décidé d'attendre le vote du Congrès avant de décider de toute action militaire. De son côté, la France continue d'appeler une intervention de ses vœux. Ce lundi le gouvernement devrait déclassifier une note des renseignements afin de prouver l'existence d'un arsenal chimique syrien. Et ainsi, lancer un pavé dans la mare en faveur d'une intervention en Syrie. Interrogé par le quotidien français sur sa réaction en cas de frappes militaires de la communauté internationale contre son pays, Bachar al Assad a mis en garde contre un éventuel élargissement du conflit.

"Le Moyen-Orient est un baril de poudre, et le feu s'en approche aujourd'hui. Il ne faut pas seulement parler de la riposte syrienne, mais bien de ce qui pourrait se produire après la première frappe. (...) Le chaos et l'extrémisme se répandront. Le risque d'une guerre régionale existe" assure le président syrien. Avant de poursuivre en menaçant directement la France. "Le peuple français n'est pas notre ennemi, mais la politique de son État est hostile au peuple syrien. Dans la mesure où la politique de l'État français est hostile au peuple syrien, cet État sera son ennemi (...) Il y aura des répercussions, négatives bien entendu, sur les intérêts de la France". A méditer avant toute prise de décision...